

# A R R E T E

**n° 2003-342-9 du 8 décembre 2003 portant**

**prescriptions complémentaires à la Société FIMALAC, visant à mener des investigations complémentaires s'agissant d'une pollution des sols et des eaux souterraines par des solvants chlorés, et à prendre les mesures de protection nécessaires sur une partie des terrains du site industriel SACM – 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté et l'instruction technique du 26 septembre 1985 relatifs aux ateliers de traitement de surfaces ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20425 du 20 février 2002 portant prescriptions complémentaires à la Sté FIMALAC visant à surveiller et traiter une pollution des sols et des eaux souterraines par des solvants chlorés, à surveiller l'impact de scories présentes dans des terrains, pour le site industriel SACM 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE ;
- VU** le rapport du 15 octobre 2003 de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du jeudi 06 novembre 2003 ,

**CONSIDÉRANT** le rapport FIMALAC- Diagnostic de la qualité des sols de l'ancien site SACM-MULHOUSE (68)/ GRS VALTECH n°99 T 283-01 du 20 juillet 2001 et annexes, et l'Evaluation Simplifiée des Risques y figurant, et le rapport d'investigations complémentaires et traitement d'une pollution par des solvants chlorés GRS VALTECH n°99T283-02 du 23 Octobre 2002,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été mis en évidence au droit des terrains du secteur C1 (voir plan en annexe du présent arrêté) deux sources de pollution des sols et des eaux souterraines par des solvants chlorés,

**CONSIDÉRANT** que malgré les mesures de dépollution mises en œuvre par la Sté FIMALAC, les teneurs en solvants chlorés (et plus particulièrement le Tétrachloroéthylène) ne diminuent pas en aval hydraulique des sources reconnues (et plus particulièrement sur l'ouvrage de contrôle Pz5), et que ceci peut résulter de l'existence de sources de pollution non encore reconnues,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été imposé à la Sté FIMALAC par arrêté préfectoral du 20 février 2002 susvisé de caractériser la pollution par solvants chlorés (étendue géographique, degré de pollution) et qu'il y a donc lieu de lui demander de compléter les travaux d'investigations déjà réalisés,

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de la pollution constatée au droit des terrains des secteurs A4, C1, C2 et C3 (voir plan joint en annexe du présent arrêté), par des solvants chlorés et par des scories contaminées par des métaux lourds et des métalloïdes, à des teneurs importantes, et de la présence sur une partie de ces terrains d'installation de traitement de la pollution par les solvants chlorés, il y a lieu d'interdire toute possibilité de contact des terrains par des tiers (risque de contamination par contact) et toute intrusion sur le site de personnes non autorisées (risques),

**CONSIDERANT** la présence de scories au niveau des terrains, objet de l'étude FIMALAC précédemment considérée, leur charge polluante et le fait que les travaux d'aménagement réalisés sur ces terrains ont conduit à l'enlèvement de leur couverture de protection (bâtiments, voirie) et induisent ainsi un risque de transfert de pollution vers les eaux souterraines,

**CONDISERANT** que les terrains contaminés, notamment par des solvants chlorés, ainsi que ceux dans lesquels des scories sont présentes, constituent une installation classée sous le régime de l'autorisation, visée à la rubrique n°167 b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ,

**CONSIDERANT** que la Sté FIMALAC, propriétaire des terrains, peut être considérée comme détenteur d'une installation classée visée au CONSIDERANT précédent, au sens de l'article L 511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement,

**APRÈS** communication, par lettre du 13 novembre 2003, du projet de prescriptions à la Sté FIMALAC,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 -**

La Sté FIMALAC dont le siège social est 97 rue de Lille – 75007 PARIS, est tenue de se conformer aux prescriptions des articles suivants qui visent à assurer la reconnaissance de l'étendue de la pollution par des solvants chlorés (sols, eaux souterraines) ayant pour origine les terrains du site dont elle est détenteur, la traiter , rendre inaccessible le site et limiter l'impact sur les eaux souterraines des scories présentes sur le site, comme indiqué aux plans annexés au présent arrêté.

### **Article 2 - Pollution par des solvants chlorés**

Dans un délai d'un mois, la Sté FIMALAC procèdera à des investigations complémentaires afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'autres sources de pollution au droit des terrains (sources de pollutions autres que les 2 sources déjà reconnues au droit des terrains du secteur C1 - voir plan joint en annexe du présent arrêté).

Si nécessaire, dans un délai de deux mois, la Sté FIMALAC remettra au préfet une étude de faisabilité complémentaire à celle figurant au rapport GRS VALTECH n°99T283-02 du 23 Octobre 2002, accompagnée d'un échéancier de réalisation des opérations de traitement de la pollution.

### **Article 3 – Interdiction d'accès au site**

Dans un délai de huit mois, l'accès de toute zone dangereuse du site (installations de traitement de la pollution, terrains contaminés,...) sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif

équivalent. Le danger et l'interdiction d'accès seront signalés par des pancartes placées à proximité des zones clôturées.

La Sté FIMALAC s'assurera fréquemment du bon état des dispositifs de clôture mis en place. Un registre des contrôles sera ouvert, sur lequel les dates de contrôle ainsi que les remarques à formuler suite au contrôle seront consignées. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ou communiqué sur simple demande de sa part.

#### **Article 4 – Imperméabilisation de surface**

Dans un délai de huit mois une imperméabilisation de surface aura été mise en place pour les terrains sur lesquels il a été reconnu la présence de remblais à scories contaminés.

La Sté FIMALAC s'assurera fréquemment du bon état de la qualité de l'imperméabilisation :

- un registre des contrôles sera ouvert, sur lequel les dates de contrôles ainsi que les remarques à formuler suite au contrôle seront consignées. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ou communiqué sur simple demande de sa part,
- un rapport de l'état de l'imperméabilisation sera annuellement transmis à l'inspecteur des installations classées avant le 31 janvier de chaque année.

#### **Article 5 -**

Les frais inhérents au respect des dispositions du présent arrêté, sont à la charge de la Sté FIMALAC.

#### **Article 6 -**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de MULHOUSE et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de MULHOUSE pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

#### **Article 7 -**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées, ainsi que le Maire de MULHOUSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 8 décembre 2003

Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Délais et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.